



Accord de délimitation maritime
entre
le Gouvernement de la République française
et
le Gouvernement de la République du Suriname

Le Gouvernement de la République française

et

le Gouvernement de la République du Surinam,

ci-après dénommés « les Parties »,

Désireux de renforcer les relations de bon voisinage et d'amitié entre les deux États ;

Conscients de la nécessité de délimiter précisément et équitablement les espaces maritimes sur lesquelles les États exercent respectivement leur souveraineté, leurs droits souverains ou leur juridiction ;

Se référant aux règles et principes du droit international en matière de délimitations maritimes, tels qu'énoncés en particulier par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ;

Considérant les recommandations émises par la Commission des Limites du Plateau Continental sur les demandes de la France et du Suriname ;

Se félicitant de la déclaration négociée en complément du présent Accord, qui définit les domaines dans lesquels les Parties entendent développer leur coopération dans leurs espaces maritimes ;

Se référant aux négociations tenues le 22 juillet 1998 à Cayenne, les 5 et 6 mai 1999 à Saramacca, le 5 juin 2013 à Paris et les 8 et 9 avril 2015 à Cayenne,

Sont convenus de ce qui suit :

Article premier

1.1 La ligne fermant l'estuaire du fleuve Maroni/Marowijne est définie par une ligne droite reliant les points C1 et C2, désignés par les coordonnées géographiques suivantes :

	latitude (nord)	longitude (ouest)
C1	5°50'12"	54°00'27"
C2	5°45'55"	53°53'14"

1.2 La délimitation maritime entre la République française et la République du Suriname établie par le présent Accord est la délimitation des espaces maritimes sur lesquels les États exercent ou exerceront respectivement leur souveraineté, leurs droits souverains ou leur juridiction.

1.3 Le premier segment de la délimitation maritime est constitué par une loxodromie d'azimut 24,5° tracée à partir d'un point désigné comme « A1 », situé sur la ligne de fermeture C1-C2 et défini par les coordonnées géographiques suivantes :

	latitude (nord)	longitude (ouest)
A1	5°48'04"	53°56'50"

1.4 Son tracé atteint un point désigné comme « A2 » et défini par les coordonnées géographiques suivantes :

	latitude (nord)	longitude (ouest)
A2	6°01'55"	53°50'32"

À partir du point A2, la ligne de délimitation est formée par une loxodromie d'azimut 27°.

1.5 Les coordonnées géographiques des points établis par le présent Accord sont exprimées dans le système géodésique de référence WGS 84 (World Geodesic System 1984 - Système Géodésique Mondial de 1984).

Article 2

La ligne de délimitation telle que définie à l'article premier est représentée à titre d'illustration sur la carte annexée au présent Accord.

Article 3

Tout différend entre les Parties portant sur l'interprétation ou l'application du présent Accord est réglé pacifiquement par voie de consultations et de négociations, conformément au droit international.

Article 4

Les Parties s'informent mutuellement par écrit de l'accomplissement de leurs procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date de réception de la dernière notification.

En foi de quoi les signataires, dûment autorisés par leur Gouvernement respectif, ont signé le présent Accord.

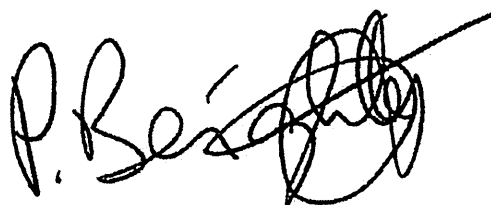
Fait à *Paris*, le *08-11-2017*, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française

Pour le Gouvernement
de la République du Suriname



Annick GIRARDIN,
Ministre des Outre-mer



Yldiz D. POLLACK-BEIGHLE,
Ministre des affaires étrangères

**Déclaration entre la France et le Suriname
relative à la coopération dans le domaine maritime**

Se félicitant de l'Accord de délimitation maritime entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Suriname, conclu sur la base de l'équité et de leurs intérêts respectifs ;

Conscients de l'importance du fleuve Maroni/Marowijne pour l'identité des communautés riveraines locales et pour relier les deux États ;

Conscients du fait que les différentes activités menées dans leurs espaces maritimes respectifs peuvent avoir des conséquences économiques, sociales et écologiques dommageables ;

Aspirant à gérer de manière durable les ressources naturelles, vivantes ou non, de leurs espaces maritimes respectifs, qui constituent un facteur d'équilibre et de croissance durable pour les deux États ;

Considérant les recommandations émises par la Commission des Limites du Plateau Continental sur les demandes de la France et du Suriname,

La France et le Suriname sont convenus de distinguer les domaines suivants de coopération dans différents types d'activités en mer, qui contribueront à approfondir leurs relations bilatérales :

I) Coopération en matière de protection de l'environnement

La France et le Suriname entendent renforcer leur coopération dans le domaine de la protection des ressources naturelles, vivantes ou non, et, à cette fin, envisagent de

partager dans ce domaine leur expérience et les données scientifiques jugées utiles, et de mener des travaux de recherche conjoints.

La France et le Suriname estiment nécessaire d'impliquer les communautés locales établies de part et d'autre de l'estuaire du fleuve Maroni/Marowijne dans la gestion des zones côtières, en prenant en compte leurs pratiques traditionnelles en matière d'usage raisonné des eaux.

La protection du littoral dans le voisinage de l'estuaire du fleuve Maroni/Marowijne et celle des espèces qui y vivent, notamment les tortues, les ibis rouges, les dauphins et les lamantins, constitue un objectif essentiel. L'existence de deux zones protégées au Suriname, Galibi et Wia Wia, ainsi que celle de la réserve naturelle nationale de l'Amana en Guyane française contribuent largement à la réalisation de cet objectif.

La France et le Suriname envisageront de mettre en place de nouvelles zones protégées et d'instaurer des règles applicables à celles-ci en complément du cadre existant. Toute mesure nouvelle dans ce domaine devra se fonder sur les résultats des travaux de recherche scientifique consacrés à ces espèces animales rares.

Enfin, la France et le Suriname sont résolus à coopérer dans la lutte contre la pollution marine causée par les hydrocarbures (marées noires) ou par toute autre substance qu'ils estiment dangereuse.

II) Coopération en matière d'activités économiques

Les deux États se consulteront en vue d'évoquer les questions relatives aux activités économiques dans le voisinage de la ligne de délimitation maritime.

III) Coopération en matière de lutte contre les activités illicites en mer

Conscients du préjudice causé par les activités transfrontalières illicites en mer, la France et le Suriname reconnaissent l'importance du partage d'informations, en particulier en ce qui concerne les navires en infraction dans leurs espaces maritimes respectifs, ainsi qu'en ce qui concerne les sanctions imposées et les listes de navires associés à la pêche illicite dans ces espaces.

La France et le Suriname envisagent, si besoin est, de mener des actions communes dans le cadre de la coopération entre leurs services compétents dans le domaine maritime. Ils pourront, en tant que de besoin, coordonner leurs moyens de surveillance aérienne.

IV) Coopération dans le domaine de l'extraction des ressources minérales et d'autres ressources non biologiques sur les fonds marins et dans leur sous-sol

La France et le Suriname considèrent qu'au cas où un dépôt de ressources minérales et d'autres ressources non biologiques s'étendrait de part et d'autre de la ligne de délimitation de leur plateau continental et où son exploitation par l'un de ces États serait susceptible d'affecter les ressources minérales et les autres ressources non biologiques de l'autre, les deux États se consulteraient afin d'envisager une éventuelle exploitation communes de ces ressources.


V) Dialogue en matière de coopération dans le domaine maritime

La France et le Suriname estiment qu'il leur appartient de mettre en valeur leurs atouts dans le cadre d'un dialogue politique approfondi. Ils considèrent que les actions de coopération entre les deux États relatives aux enjeux susmentionnés devront figurer à l'ordre du jour de toute rencontre bilatérale de haut niveau ou des réunions de la


Commission mixte. Par ailleurs, les réunions techniques bilatérales entre institutions concernées par les activités liées aux questions maritimes se poursuivront.

La présente déclaration sera mise en œuvre par les deux États en complément de l'Accord de délimitation maritime.

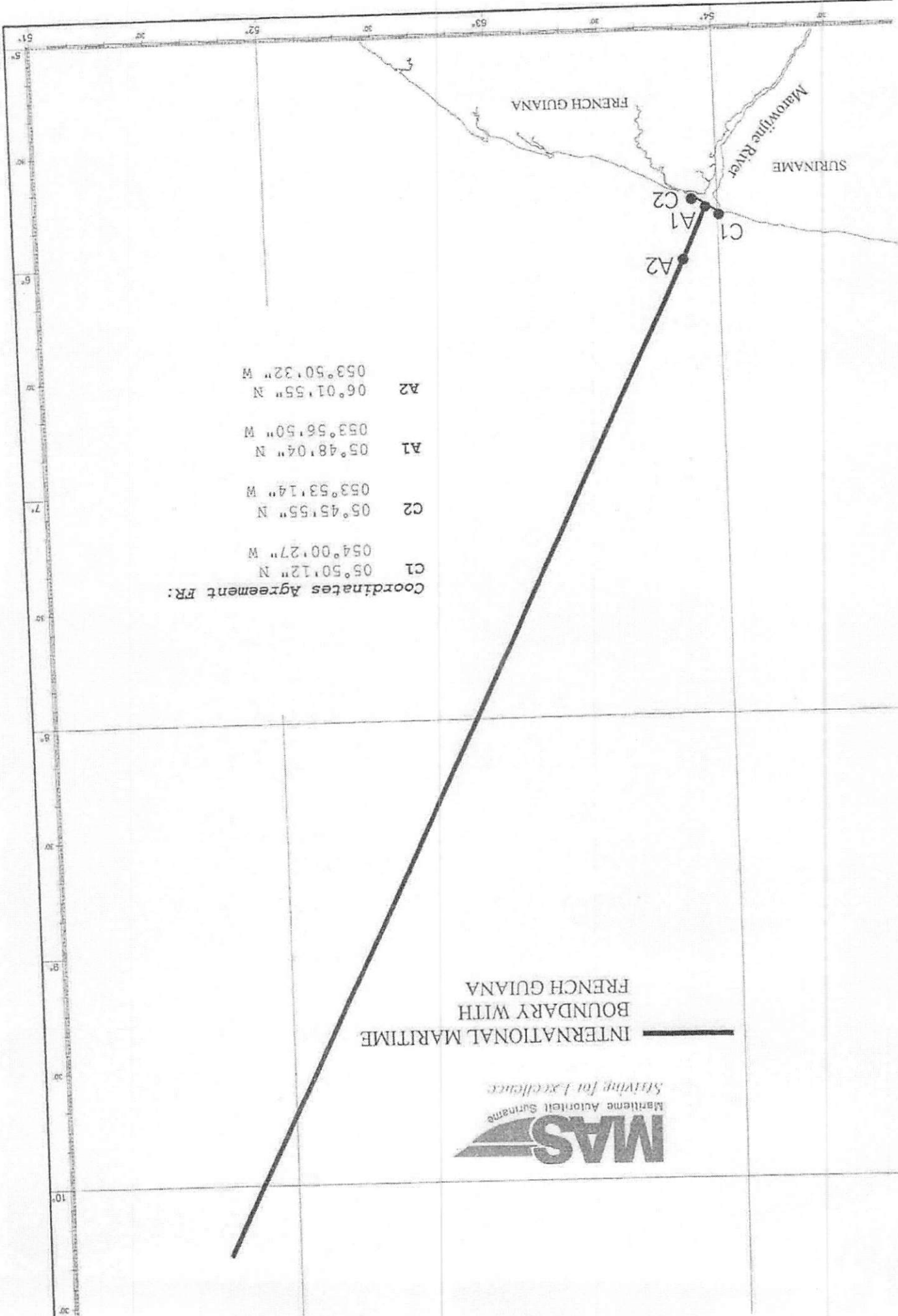
Signée en langue française et néerlandaise, à Paris , le 08-11-2017



Annick GIRARDIN,
Ministre des Outre-mer



Yldiz D. POLLACK-BEIGHLE,
Ministre des affaires étrangères



Coordinates Agreement FR:

C1	05°50'12" N	054°00'27" W
C2	05°45'55" N	053°53'14" W
A1	05°48'04" N	053°56'50" W
A2	06°01'55" N	053°50'32" W

INTERNATIONAL MARITIME BOUNDARY WITH FRENCH GUIANA



Maritime Autoriteit Suriname
Staying for Excellence



**AKKOORD
INZAKE
MARITIEME AFBAKENING
TUSSEN
DE REGERING VAN DE REPUBLIEK SURINAME
EN DE REGERING VAN DE FRANSE REPUBLIEK**

De Regering van de Republiek Suriname

en

De Regering van de Franse Republiek

hierna genoemd 'de Partijen',

Verlangend de relaties als goede burenen en vrienden tussen de beide Staten te verstevigen;

Bewust van de noodzaak om de maritieme ruimten waarop de Staten respectievelijk hun soevereiniteit, hun soevereine rechten of hun rechtsmacht uitoefenen nauwkeurig en rechtvaardig af te bakenen;

Verwijzend naar de regels en principes van het internationale recht inzake maritieme afbakening, zoals in het bijzonder genoemd in het Verdrag van de Verenigde Naties inzake het recht van zee;

Gezien de aanbevelingen van de Commissie inzake de grenzen van het continentaal plat met betrekking tot de verzoeken van Suriname en Frankrijk;

Verheugd over de verklaring waarover is onderhandeld in aanvulling op onderhavig Akkoord, waarin de gebieden worden omschreven waarop de Partijen van plan zijn de samenwerking in hun maritieme ruimten te ontwikkelen;

Verwijzend naar de onderhandelingen gevoerd op 22 juli 1998 in Cayenne, op 5 en 6 mei 1999 in Saramacca, op 5 juni 2013 in Parijs en op 8 en 9 april 2015 in Cayenne,

Zijn het navolgende overeengekomen :

Artikel 1

1.1 Een lijn die het estuarium van de Marowijne/Maroni rivier afsluit, vastgesteld door een rechte lijn die de punten C1 en C2 met elkaar verbindt, aangeduid met de volgende geografische coördinaten:

	Noorderbreedte	Westerlengte
C1	5°50'12"	54°00'27"
C2	5°45'55"	53°53'14"

1.2 De maritieme afbakening tussen de Republiek Suriname en de Franse Republiek, vastgesteld door onderhavig Akkoord, is de afbakening van de maritieme ruimten waarop de Staten respectievelijk hun soevereiniteit, hun soevereine rechten of hun rechtsmacht uitoefenen of zullen uitoefenen.

1.3 Het eerste segment van de maritieme afbakening bestaat uit een constante hoek van 24.5° getrokken vanuit een punt aangeduid als 'A1', gelegen op de afsluitingslijn C1-C2 en aangeduid met de volgende geografische coördinaten:

	Noorderbreedte	Westerlengte
A1	5°48'04"	53°56'50"

1.4 De lijn bereikt een punt aangeduid als 'A2' en aangeduid met de volgende geografische coördinaten:

	Noorderbreedte	Westerlengte
A2	6°01'55"	53°50'32"

Vanaf punt A2 wordt de afbakeningslijn gevormd door een constante hoek van 27°.

1.5 De geografische coördinaten van de punten, vastgesteld in onderhavig Akkoord, worden uitgedrukt in het geodetisch referentiesysteem WGS 84 - (World Geodetisch Systeem van 1984).

Artikel 2

De afbakeningslijn zoals vastgesteld in het eerste artikel wordt als voorbeeld weergegeven op de bij onderhavig Akkoord gevoegde kaart.

Artikel 3

Geschillen tussen de Partijen over de interpretatie of de toepassing van onderhavig Akkoord worden op vreedzame wijze beslecht door overleg en onderhandelingen, overeenkomstig het internationaal recht.

Artikel 4

De Partijen brengen elkaar wederzijds schriftelijk op de hoogte van het verwezenlijken van de interne procedures die vereist zijn voor het in werking treden van onderhavig Akkoord. Dit treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgend op de datum van ontvangst van de laatste kennisgeving.

Ten blijke waarvan de ondertekenaars, hiertoe behoorlijk gemachtigd door hun respectievelijke Regeringen, onderhavig Akkoord hebben ondertekend.

Opgemaakt te Parijs op 8 november 2017 in het Nederlands en Frans, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

**Voor de Regering van de
REPUBLIEK SURINAME**



**H.E. Yldiz Pollack-Beighle
Minister van Buitenlandse Zaken**

**Voor de Regering van de
FRANSE REPUBLIEK**



**H.E. Annick Girardin
Minister van Overzeese Gebieden**



Verklaring tussen Suriname en Frankrijk inzake de samenwerking op maritiem gebied

Verheugd over het Akkoord inzake maritieme afbakening tussen de Regering van Suriname en de Regering van de Franse Republiek, gesloten op basis van rechtvaardigheid en hun respectievelijke belangen;

Bewust van het belang die de Marowijne/Maroni rivier voor de identiteit van de lokale gemeenschappen langs de oevers en voor de verbinding van beide Staten;

Bewust van het feit dat de verschillende activiteiten die plaatsvinden in hun respectievelijke maritieme ruimten schadelijke gevolgen kunnen hebben op economisch, sociaal en milieugebied;

Strevend naar het duurzaam beheer van de al dan niet levende natuurlijke rijkdommen, van hun respectievelijke maritieme ruimten, die een factor vormen voor evenwicht en naar duurzame groei voor beide Staten;

Gezien de aanbevelingen van de Commissie inzake de grenzen van het continentaal plat met betrekking tot de verzoeken van Suriname en Frankrijk,

Zijn Suriname en Frankrijk overeengekomen de volgende gebieden van samenwerking te onderscheiden bij verschillende soorten activiteiten op zee, die bij zullen dragen aan het verdiepen van hun bilaterale relaties:

I) Samenwerking inzake milieubescherming

Suriname en Frankrijk willen hun samenwerking op het gebied van de bescherming van de al dan niet levende natuurlijke rijkdommen versterken, en zijn hiertoe van plan om op dit gebied hun nuttig geachte ervaringen en wetenschappelijke gegevens te delen, en gezamenlijke onderzoeken te doen.

Suriname en Frankrijk achten het noodzakelijk om de lokale gemeenschappen, die aan beide zijden van het estuarium van de Marowijne/Maroni rivier leven, te betrekken bij het beheer van de oevers, waarbij rekening wordt gehouden met hun traditionele gebruiken op het gebied van doordacht watergebruik.

De bescherming van de kust in de buurt van het estuarium van de Marowijne/Maroni rivier en van de diersoorten die daar, met name schildpadden, rode ibissen, dolfinen en lamantijnen, vormt een hoofddoelstelling. Het bestaan van twee beschermde zones in Suriname, Galibi en Wia Wia, en van het Amana natuureservaat in Frans Guyana draagt in belangrijke mate bij aan het verwezenlijken van deze doelstelling.

Suriname en Frankrijk zijn van plan om nieuwe beschermde zones in te stellen en regels op te stellen die hierop van toepassing zullen zijn, in aanvulling op het bestaande kader. Elke nieuwe maatregel op dit gebied zal gebaseerd moeten zijn op de resultaten van aan deze zeldzame diersoorten gewijd wetenschappelijk onderzoek.

Suriname en Frankrijk zijn ten slotte vastbesloten samen te werken in de strijd tegen zeevervuiling veroorzaakt door koolwaterstoffen (olierampen) of door welke andere stof dan ook die zij gevaarlijk achten.

II) Samenwerking op het gebied van economische bedrijvigheid

De beide Staten zullen elkaar raadplegen om vraagstukken inzake de economische bedrijvigheid in de buurt van de maritieme grenslijn te bespreken.

III) Samenwerking op het gebied van de strijd tegen illegale activiteiten op zee

Bewust van de schade veroorzaakt door de grensoverschrijdende onwettige activiteiten op zee, erkennen Suriname en Frankrijk het belang van het delen van informatie, in het bijzonder voor wat betreft schepen die in overtreding zijn in hun respectievelijke maritieme ruimten, evenals voor wat betreft de opgelegde sancties en de lijsten van schepen die betrokken zijn bij de onwettige visserij in deze ruimten.

Suriname en Frankrijk zijn, indien nodig, van plan gemeenschappelijke acties te ondernemen in het kader van de samenwerking tussen hun bevoegde diensten op maritiem gebied. Zij kunnen, indien nodig, de bewaking vanuit de lucht coördineren.

IV) Samenwerking op het gebied van de winning van minerale en andere niet-levende rijkdommen van de zeebodem en de ondergrond

Suriname en Frankrijk zijn van mening dat in het geval een afzetting van minerale en andere niet-levende rijkdommen zich uit zou strekken aan weerszijden van de grenslijn van hun continentale plat en als de exploitatie ervan door een van deze Staten de minerale en andere niet-levende rijkdommen van de andere Staat zou kunnen aantasten, beide staten overleg dienen te plegen met elkaar om een eventuele gemeenschappelijke exploitatie van deze rijkdommen te overwegen.

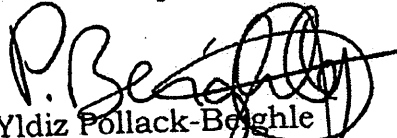
V) Dialoog op het gebied van samenwerking op maritiem gebied

Suriname en Frankrijk zijn van mening dat zij hun troeven moeten inzetten in het kader van een diepgaande politieke dialoog. Zij zijn van mening dat de samenwerking tussen de beide staten met betrekking tot de bovengenoemde uitdagingen op de agenda dient te staan van elke bilaterale ontmoeting van hoog niveau of van bijeenkomsten van de Gemengde Commissie. Daarnaast worden de bilaterale technische bijeenkomsten tussen instellingen die zijn betrokken bij de activiteiten in verband met maritieme zaken voortgezet.

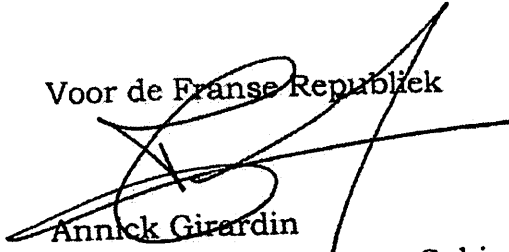
Onderhavige verklaring zal door beide Staten worden uitgevoerd in aanvulling op het Akkoord inzake maritieme afbakening.

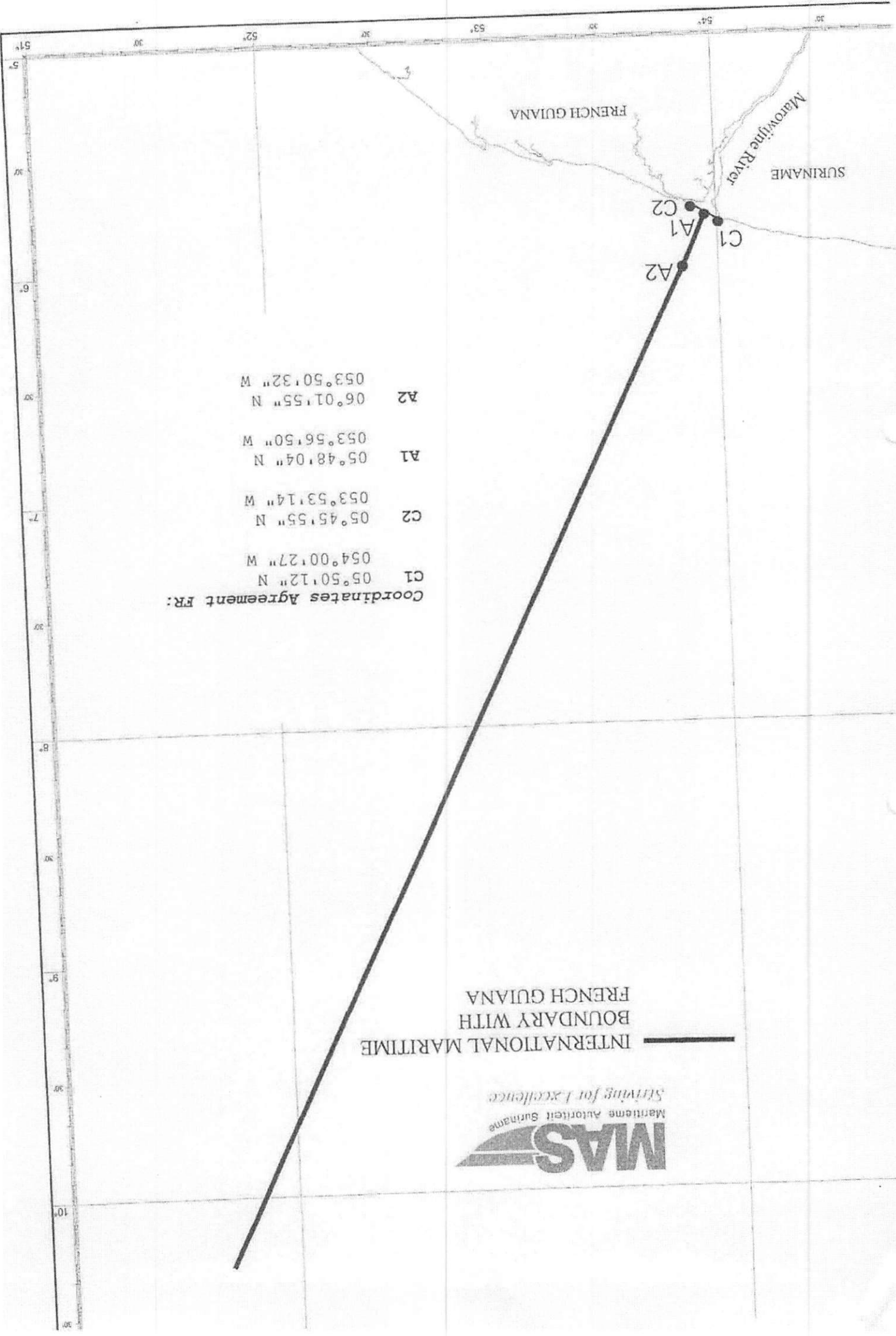
Geparafeerd op 8 november 2017 te Parijs.

Voor de Republiek Suriname


Yldiz Pollack-Belghle
Minister van Buitenlandse Zaken

Voor de Franse Republiek


Annick Girardin
Minister van Overzeese Gebieden



Coordinates Agreement FR:

C1	05°50'12" N	054°00'27" W
C2	05°45'55" N	053°53'14" W
A1	05°48'04" N	053°56'50" W
A2	06°01'55" N	053°50'32" W

INTERNATIONAL MARITIME
BOUNDARY WITH
FRENCH GUIANA

